

DOCUMENT CONFIDENTIEL

« Je juge sur les actes, pas sur les paroles » : radiographie de la crise de confiance politique

juillet 2026

The logo for NARATIS features a stylized 'N' composed of a grid of small squares, followed by the letters 'ARATIS' in a clean, sans-serif font. A horizontal line is positioned above the 'A'.

TOUS DROITS RÉSERVÉS

Sommaire

Cadre Méthodologique

Synthèse Stratégique

Décryptage des Clusters

Radar des Signaux Faibles

Développement Analytique

Conclusion & Perspectives

Cadre Méthodologique

64

ENTRETIENS
APPROFONDIS

IA

ANALYSE SÉMANTIQUE

100%

REPRÉSENTATIVITÉ
QUOTAS

La puissance de l'approche Qualitative vs Quantitative

Contrairement à un sondage quantitatif classique (1000 personnes répondant "Oui/Non"), cette étude repose sur des **entretiens qualitatifs longs**. Un échantillon de 50 entretiens qualitatifs permet le plus souvent d'atteindre le "point de saturation" : moment où 95% des arguments et idées ont été exprimés. Ce point de saturation fait par ailleurs l'objet d'un suivi (l'administration d'entretiens s'arrête quand aucune nouvelle idée n'est plus exprimée). La richesse du matériau collecté (plusieurs heures d'audio transcrit) permet de comprendre le "*Pourquoi*" des opinions, là où les sondages ne mesurent que le "*Combien*".

Comment sont construits les clusters ?

Un **cluster** est un regroupement automatique d'opinions qui « se ressemblent ». Pour le construire, nous procédons en trois temps, sans intervention humaine subjective :

- **1. Découpage en idées** : chaque entretien est transcrit, puis découpé en petites « unités d'idée » (une phrase ou un passage qui exprime un argument cohérent). Un même entretien produit ainsi plusieurs dizaines d'idées distinctes.
- **2. Traduction en empreinte numérique** : chaque idée est transformée par l'IA en une « empreinte » qui résume son sens. Deux idées formulées avec des mots différents mais qui disent la même chose obtiennent des empreintes très proches. À l'inverse, deux idées qui parlent de sujets différents ont des empreintes éloignées.
- **3. Regroupement par proximité** : un algorithme place toutes ces empreintes sur une carte et repère les zones où elles se rassemblent naturellement. Chaque amas devient un cluster. Une IA rédige ensuite un titre et un résumé fidèles au contenu exact des verbatims regroupés.

Image simple : imaginez que chaque idée exprimée soit une perle colorée. Les perles qui évoquent un même sujet, avec une même tonalité, ont des couleurs très proches. Une fois toutes les perles étalées, les groupes de couleurs similaires sautent aux yeux : ce sont les clusters. Aucun thème n'est imposé a priori ; ils émergent directement de ce que les personnes interrogées ont réellement dit.

Méthode des Quotas & Redressement

Pour garantir la fiabilité politique des résultats, nous avons appliqué une **méthode des quotas** pour la pondération des opinions majoritaires. L'échantillon a été construit pour être le miroir de la population cible (Âge, CSP, Sexe, Territoire). Lors de l'analyse, un algorithme de redressement (Raking Ratio) a pondéré chaque prise de parole : l'avis d'une catégorie sous-représentée a été mathématiquement réajusté pour peser son poids réel dans le corps électoral.

Méthodologie détaillée

- **Collecte immersive par IA** : Conduite d'entretiens audio qualitatifs pilotés par une intelligence artificielle, permettant de recueillir une parole libre, authentique et non biaisée.
- **Structuration Sémantique** : Utilisation d'algorithmes de clustering textuel à l'état de l'art pour classer et regrouper les verbatims avec une précision optimale.
- **Pondération Sociologique** : Identification des thématiques, mesure de la polarisation et qualification des opinions en appliquant la méthode des quotas pour distinguer mathématiquement l'opinion majoritaire des nuances et oppositions.
- **Veille Stratégique** : Isolation algorithmique des signaux faibles précurseurs au sein de la population.
- **Intelligence Narrative** : Construction d'un plan narratif cohérent qui respecte et reflète les rapports de force sociologiques observés.
- **Garantie "Human-in-the-Loop"** : Une génération de rapport assistée par la technologie mais intégralement maîtrisée, supervisée et relue pour assurer la fiabilité du livrable.

Synthèse Stratégique

INTRODUCTION

Cette synthèse s'appuie sur 64 entretiens qualitatifs approfondis, conduits autour de six questions : ce qu'évoque spontanément le mot « politique », la confiance accordée aux responsables politiques, ce qui la fait gagner ou perdre, l'effet des scandales, le regard porté sur les institutions et ce qu'il faudrait changer pour que la confiance revienne.

Le constat d'ensemble est sévère : la défiance envers le personnel politique national est quasi générale, nourrie par trois ruptures — économique (le travail ne protège plus du déclassement), morale (promesses non tenues, fautes perçues comme impunies) et sociale (une classe politique vécue comme un milieu fermé). La confiance n'a pourtant pas disparu : elle s'est repliée sur le niveau local, et les attentes de redressement exprimées sont précises.

L'essentiel en 30 secondes

- **92 % des répondants** expriment une méfiance de fond envers les responsables politiques ; quand une confiance subsiste, elle vise presque toujours une figure locale.
- **81 %** formulent des attentes d'exemplarité et de sanctions : élus jugés comme des citoyens ordinaires, inéligibilité en cas de faute grave, fin des privilèges.
- **67 %** évoquent les scandales, mais sur le mode de la lassitude : ce qui choque n'est plus la faute, c'est l'impunité perçue (« deux poids, deux mesures »).
- **61 %** opposent des institutions nationales jugées lointaines et stratégiques à des mairies jugées concrètes, accessibles et contrôlables — le dernier lieu de crédit.
- **56 %** décrivent une dégradation matérielle du quotidien (pouvoir d'achat, logement, santé) qui vaut preuve, à leurs yeux, que la politique ne protège plus.

Ce que répondent les entretiens aux six questions

- **Que déclenche le mot « politique » ?** De la déception, de la colère et de la fatigue, presque jamais l'idée d'un projet collectif. Les images qui viennent sont matérielles (les fins de mois, les factures), pas institutionnelles. Traduction : la reconquête de la confiance se jouera d'abord sur le niveau de vie, pas sur le terrain des idées.

- **Fait-on encore confiance à certains responsables ?** Presque jamais au niveau national. La confiance résiduelle se porte sur des maires et des élus de terrain, que l'on peut voir agir et juger sur pièces.
- **Qu'est-ce qui fait gagner ou perdre la confiance ?** Un critère domine tous les autres : la cohérence entre paroles et actes. Viennent ensuite l'honnêteté, la constance, la capacité à assumer ses erreurs et à parler simplement. La promesse non tenue est la faute la plus disqualifiante.
- **Les scandales ont-ils un effet durable ?** Oui, mais par usure plus que par choc : chaque affaire sans sanction visible installe l'idée d'un système à deux vitesses et transforme l'indignation en résignation. Traduction : une sanction exemplaire et publique aurait plus d'effet sur la confiance que n'importe quel discours de moralisation.
- **Les institutions inspirent-elles confiance ?** La hiérarchie est nette : présidence et Parlement au plus bas, échelons intermédiaires mal identifiés, mairies en tête. Ce crédit local reste conditionnel : le favoritisme municipal déçoit d'autant plus qu'il se voit de près.
- **Que faudrait-il changer ?** Quatre chantiers reviennent massivement : sanctions réelles et inéligibilité automatique pour les fautes de probité ; réduction des privilèges et du carriérisme ; transparence compréhensible des budgets et des décisions ; participation directe dont les résultats sont respectés (référendums, vote blanc, pétitions). Une partie des répondants y ajoute une exigence de fermeté sur la sécurité et l'immigration.

Risques à surveiller

- **La sortie silencieuse du jeu démocratique** : 34 % des répondants abordent l'abandon des urnes, et même ceux qui votent encore décrivent une participation « par devoir », défensive et sans adhésion. Le risque est moins la révolte que l'absence durable de participation.
- **La banalisation de l'impunité** : les affaires ne mobilisent plus, elles confirment ce que les répondants pensent déjà. Tant que la sanction reste invisible, toute parole publique perd sa valeur d'engagement.
- **La contestation des contre-pouvoirs** : une minorité voit déjà dans les institutions de contrôle des instruments partisans — un terrain favorable à des solutions de rupture autoritaire.
- **L'échec administratif du quotidien** : les parcours bloqués (création d'entreprise, démarches, prestations) valent démonstration, aux yeux des répondants, que l'État ne maîtrise plus rien — indépendamment de toute question morale.

Actions prioritaires

- **Rendre les sanctions visibles** : instaurer un registre public des sanctions d'élus et l'inéligibilité automatique pour les fautes de probité — la mesure la plus attendue du panel.
- **Prouver par le local** : appuyer toute reconquête sur les maires et les dispositifs de proximité (consultations locales documentées, budgets expliqués), seul niveau où la confiance s'observe encore.
- **Instaurer un suivi public des promesses** : publier pour chaque engagement majeur un bilan régulier — fait, non fait, pourquoi — dans un format compréhensible au premier coup d'œil.
- **Ouvrir des canaux de participation à résultat garanti** : référendums ciblés, reconnaissance du vote blanc, pétitions à seuil de saisine — à la condition stricte d'en respecter les résultats, sous peine d'aggraver la défiance.
- **Traiter publiquement des cas emblématiques de blocage administratif** : résoudre quelques parcours bloqués et en rendre compte, comme preuves que l'action publique fonctionne encore.

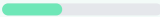
Décryptage des Clusters

Précision Méthodologique :

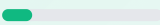
Chaque cluster regroupe des prises de parole convergeant sur une même thématique. Les pourcentages indiquent le poids pondéré de chaque opinion au sein du cluster (méthode des quotas). ● Majoritaire ● Confirmation ● Nuance ● Opposition ● Clivage

1 Comment la crise du pouvoir d'achat et le sentiment d'abandon transforment-ils la confiance des Français dans leurs responsables politiques

60-70%  Je n'ai plus confiance car avec la chute du pouvoir d'achat, le fait de travailler ne permet plus de vivre dignement mais seulement de survivre **MAJORITAIRE**

30-40%  Cette crise de confiance vient aussi du fait que des élus déconnectés vivent comme des privilégiés à nos crochets et ne connaissent pas la vraie vie des gens qui galèrent **CONFIRMATION**

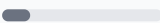
2 Jusqu'où faut-on aller dans les sanctions et les réformes pour restaurer la confiance des citoyens dans les responsables politiques

10-20%  Il faut aller jusqu'à juger les élus exactement comme des citoyens ordinaires, avec des peines très lourdes comme la prison et surtout l'inéligibilité définitive dès qu'ils trahissent la confiance publique

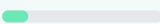
MAJORITAIRE

10-20%  Il faut aller très loin en stoppant complètement l'immigration illégale, en expulsant les clandestins et en liant clairement la politique de sécurité à une politique d'expulsions fermes pour montrer que la loi est réellement appliquée

CONFIRMATION

10-20%  Il faut aller loin dans les réformes en imposant aux responsables politiques une vraie proximité avec les citoyens, avec des réunions locales régulières, des consultations et des élus accessibles qui rendent des comptes sur la vie quotidienne

NUANCE

10-20%  Il faut aller beaucoup plus loin dans la sévérité en mettant fin au sentiment d'injustice, avec une justice qui sanctionne réellement et fortement aussi bien les responsables politiques que les délinquants dangereux au lieu de les laisser dehors

CONFIRMATION

10-20%  Il faut aller loin dans la prise en compte de la volonté populaire en respectant strictement le vote, en recourant davantage aux référendums et en faisant en sorte que les responsables politiques appliquent réellement ce que les citoyens ont décidé

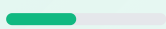
NUANCE

10-20%  Il faut aller jusqu'à une réforme en profondeur des institutions en simplifiant le mille-feuille administratif, en réduisant le nombre d'instances et de palais hors sol et en construisant un système plus sobre, plus lisible et plus intègre

NUANCE

3 Comment les citoyens peuvent-ils retrouver confiance dans les responsables politiques et les institutions françaises

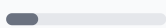
40-50%



Je ne vois plus comment les citoyens pourraient retrouver confiance, je me sens totalement impuissante et fataliste face à une situation politique qui me paraît irréversible

MAJORITAIRE

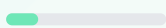
20-30%



Les citoyens ne retrouveront un peu de confiance que s'ils peuvent compter sur des responsables politiques locaux visibles et concrets, car au niveau national la méfiance reste très forte

NUANCE

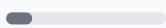
20-30%



Les citoyens ne pourront pas retrouver confiance tant que le président et les élites nationales resteront déconnectés, refusant de reconnaître leurs erreurs et d'incarner une véritable exemplarité

CONFIRMATION

10-20%



Les citoyens peuvent encore retrouver confiance si certains responsables ou partis se montrent vraiment proches du peuple, comme je le ressens avec LFI et quelques élus locaux qui défendent concrètement nos situations

NUANCE

4 Comment redonner confiance aux citoyens dans la vie politique en s'inspirant du lien de proximité avec les mairies

40-50%



En s'appuyant sur les mairies et les petites communes qui restent mon principal repère de confiance grâce à la proximité et aux effets très concrets des décisions

MAJORITAIRE

30-40%



En valorisant davantage les élus locaux qui me paraissent plus sérieux, plus travailleurs et plus proches des gens, même avec des moyens limités

CONFIRMATION

20-30%



En rééquilibrant le pouvoir vers le local, car je me méfie fortement des institutions nationales que je trouve lointaines, stratégiques et déconnectées de notre quotidien

CONFIRMATION

5

Comment l'accumulation de scandales politiques transforme-t-elle la confiance des citoyens envers leurs responsables et la démocratie

30-40%



Elle détruit profondément ma confiance en m'inspirant un choc durable et un vrai dégoût qui me détourne peu à peu du vote et de la politique

MAJORITAIRE

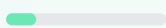
20-30%



Elle renforce surtout mon indignation face à l'impunité et à l'injustice des peines quand des responsables comme Sarkozy, Le Pen ou Cahuzac semblent s'en sortir beaucoup plus facilement que des citoyens ordinaires

CONFIRMATION

10-20%



Elle alimente mon sentiment de vivre dans un système à deux vitesses, corrompu, où les plus haut placés fautent sans vraie sanction tandis que les citoyens ordinaires sont durement contrôlés et punis

CONFIRMATION

10-20%



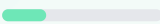
Elle me choque et me déçoit à chaque fois, mais elle ne détruit pas ma confiance dans la démocratie car je refuse l'idée du tous pourris et je continue à croire que certains responsables peuvent être exemplaires

OPPOSITION

6 Comment restaurer la confiance quand une partie des citoyens estime que la classe politique est corrompue, inutile et coupée du peuple

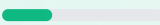
70-80%  On ne peut plus restaurer la confiance tant que la plupart des responsables politiques restent des profiteurs menteurs et égocentriques qui se servent avant de servir les citoyens

MAJORITAIRE

20-30%  On ne voit pas comment restaurer la confiance, car la politique ne change rien à notre vie quotidienne et finit par ne plus susciter que de l'indifférence

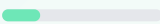
CONFIRMATION

7 Comment les responsables politiques peuvent-ils regagner une confiance épuisée par le théâtre politicien

30-40%  Ils regagnent ma confiance uniquement lorsqu'ils prouvent par des résultats concrets et visibles qu'ils améliorent réellement la vie des gens, bien davantage que par de beaux discours **MAJORITAIRE**

30-40%  Ils ne peuvent regagner ma confiance que s'ils font enfin coïncider leurs paroles et leurs actes, en tenant leurs engagements et en montrant dans les faits ce qu'ils promettent en campagne

CONFIRMATION

20-30%  Ils commencent à regagner ma confiance lorsqu'ils jouent cartes sur table, en étant honnêtes, sincères et transparents, et en accompagnant ces paroles de gestes concrets et de sobriété personnelle

CONFIRMATION

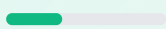
10-20%  Ils ne regagnent pas ma confiance tant qu'ils bafouent la loi ou se retrouvent mêlés à des affaires, et ils ne la restaurent que par une exemplarité morale stricte et un rejet clair des privilèges indus

CONFIRMATION

8

Comment expliquer que tant de citoyens aient envie de tout lâcher face à une vie politique vécue comme pourrie et usante

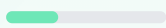
30-40%



Parce que je ressens une colère explosive et presque de la haine envers des responsables politiques qui mentent en permanence et me donnent envie de les gifler

MAJORITAIRE

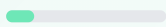
30-40%



Parce que je ne ressens plus que du dégoût, de l'écœurement et une immense lassitude face à une politique que je vois comme pourrie et toujours répétitive

CONFIRMATION

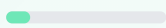
10-20%



Parce que cette lassitude profonde finit par me couper toute envie de participer et me donne juste envie de tout arrêter et de zapper complètement la politique

CONFIRMATION

10-20%



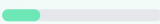
Parce que l'accumulation de scandales et d'affaires m'écœure, me donne un sentiment d'injustice et l'impression que les responsables politiques bénéficient d'une totale impunité

CONFIRMATION

9 Comment restaurer la confiance citoyenne dans des responsables politiques dont la parole est largement perçue comme mensongère et déconnectée

40-50%  Je ne peux plus avoir confiance tant que les responsables politiques multiplient les promesses qu'ils ne tiennent jamais et donnent le sentiment de nous trahir systématiquement

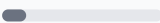
MAJORITAIRE

20-30%  Je ne retrouverai confiance que le jour où le président et la présidence cesseront de décider seuls comme s'ils faisaient ce qu'ils veulent, car cette manière d'ignorer les citoyens discrédite totalement la fonction

CONFIRMATION

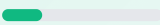
10-20%  Je ne crois plus aux élus parce que j'ai l'impression qu'ils cherchent d'abord à faire carrière et à préserver leurs privilèges, quitte à promettre ce qu'ils savent ne jamais pouvoir tenir juste pour garder le pouvoir

CONFIRMATION

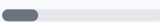
10-20%  Je pourrais recommencer à faire confiance à la vie politique si davantage de responsables parlaient cash, assumaient leurs choix et disaient clairement la vérité, même quand elle est dure à entendre

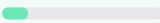
NUANCE

10 Comment redonner du sens au vote et à la démocratie quand la confiance dans les responsables politiques semble s'effondrer

20-30%  Je pense qu'il devient très difficile de redonner du sens au vote et à la démocratie, car le chaos politique et la perte de confiance généralisée font ressentir que notre système démocratique ne fonctionne plus vraiment **MAJORITAIRE**

20-30%  Je crois qu'on ne parviendra pas à redonner du sens au vote et à la démocratie tant que j'aurai le sentiment que voter ne sert à rien, au point de ne plus vouloir m'informer ni me déplacer aux urnes **CONFIRMATION**

20-30%  Je continue à trouver un certain sens au vote, par devoir civique, mais je ne vois plus vraiment comment redonner du sens à la démocratie tant que je ne me reconnâitrai dans aucun parti ni dans l'offre politique proposée **NUANCE**

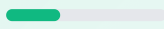
10-20%  Pour moi il devient presque impossible de redonner du sens au vote et à la démocratie, parce que la politique ne m'intéresse absolument pas et que je me tiens volontairement à l'écart de tout ce monde-là **CONFIRMATION**

10-20%  Je ressens surtout du dégoût et de la lassitude, et je finis par moins voter, ce qui montre à quel point il est difficile de redonner du sens au vote et à la démocratie dans ces conditions **CONFIRMATION**

11

Comment redonner du sens et de l'envie à des citoyens lassés et désengagés de la vie politique

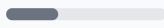
30-40%



Je n'ai plus vraiment envie de parler politique et je me préoccupe surtout de savoir quand cet exercice se termine plutôt que de m'intéresser au fond

MAJORITAIRE

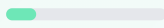
30-40%



Même si je suis très éloigné de la politique, je retrouve un peu de sens quand on me laisse le temps de m'exprimer calmement et que l'échange est respectueux

NUANCE

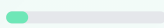
10-20%



Je me sens désengagé parce que j'ai l'impression qu'avant la politique avait plus de sens et que la confiance s'est fortement dégradée aujourd'hui

CONFIRMATION

10-20%



Je ne trouve plus vraiment de sens à la politique et je participe surtout pour l'aspect pratique ou financier, sans y croire profondément

CONFIRMATION

Radar des Signaux Faibles

Nous avons isolé ici des verbatims dont l'intensité ou l'originalité sortent des normes statistiques habituelles.

CALVAIRE ADMINISTRATIF : L'ÉCHEC DU SERVICE PUBLIC ALIMENTE LA DÉFIANCE POLITIQUE

Ce verbatim montre que la défiance ne naît pas que des scandales éthiques mais aussi d'expériences quotidiennes d'incapacité administrative. C'est un signal fort pour des mesures pragmatiques (coordination inter-services, simplification des parcours, suivi de dossiers) susceptibles de restaurer la confiance plus vite que les discours sur la morale politique.

"Je vais vous donner un exemple simple : j'ai créé une entreprise. Le parcours administratif est d'une telle « simplicité » que ces abrutis des différentes administrations ne sont pas foutus de travailler intelligemment ensemble et de se parler. Résultat : mon entreprise, que j'ai créée en 2023, est immatriculée depuis 2019. Je les ai tous contactés, à tous les niveaux : je suis monté voir le maire de ma commune, les conseillers généraux, le président du conseil général, la région, mon député et les ministres concernés, le Premier ministre et même le président de la République. Ils ne peuvent rien faire, tout le monde s'en fout, même leur propre administration, donc bah pourquoi."

ATTENTE FORTE DE DÉMOCRATIE DE PROXIMITÉ ET DE RÉACTIVITÉ LOCALE

Plusieurs verbatim pointent une préférence nette pour des consultations physiques et une transparence locale (sondages municipaux, explication des coûts, réponses rapides). C'est un levier opérationnel clair : multiplier les échanges sur le terrain et documenter la chaîne d'action locale restaure la confiance par la preuve.

"Prenons l'exemple d'une fresque murale qui était proposée pour un bâtiment communal, le maire a organisé un sondage en expliquant les thèmes proposés et les coûts correspondants."

PERCEPTION DE LA POLITIQUE COMME PROPAGANDE ET DÉFIANCE ENVERS LES CONTRE-POUVOIRS

Certains répondants n'interprètent pas la politique comme un débat légitime mais comme un instrument de contrôle, et voient des institutions de contrôle (Conseil constitutionnel, Conseil d'État) comme des 'opposants'. Ce signal, dangereux pour l'adhésion au système démocratique, appelle des réponses de transparence procédurale et de pédagogie sur le rôle des contre-pouvoirs.

"Rien, c'est le quotidien, c'est-à-dire la vie et ce qui suit avec. Et c'est un moyen de contrôler la population, c'est une propagande."

BANALISATION DES « AFFAIRES » : LA PERCEPTION D'IMPUNITÉ MINE LA CAPACITÉ DES ENQUÊTES À RÉTABLIR LA CONFIANCE

La répétition des scandales sans sanctions perçues crée de la résignation : les révélations n'ont plus d'effet mobilisateur. Stratégie possible : rendre visibles des sanctions crédibles et des mécanismes d'accountability pour briser la fatalité et rétablir des normes minimales de responsabilité.

"Pour moi, quand une affaire sort, je trouve ça banal. Les députés ou élus ont juste l'impression d'avoir tous les droits et ils se moquent bien des conséquences, car jamais la justice ne les poursuivra."

DEMANDE CONCRÈTE DE RÉFORMES INSTITUTIONNELLES POUR RÉINJECTER DE LA VOIX CITOYENNE

La liste répétée de demandes (référendum, vote blanc institutionnalisé, proportionnelle, plateformes de pétition) indique une attente précise et opérationnelle pour modifier les règles du jeu démocratique. Ces leviers sont stratégiquement puissants : les proposer/expérimenter peut répondre à la perte de légitimité et réduire l'abstention.

"Développer l'aspect référendum, institutionnaliser le vote blanc, la proportionnelle, développer les plateformes de pétition."

DÉVELOPPEMENT ANALYTIQUE

Ce rapport s'inscrit dans une enquête qualitative consacrée à une question devenue centrale dans le débat public : que reste-t-il de la confiance des citoyens envers leurs responsables politiques ? À partir d'entretiens approfondis menés dans toute la France, il ne s'agissait pas de mesurer un « taux de confiance » supplémentaire, mais de comprendre, de l'intérieur, ce que le mot « politique » déclenche encore aujourd'hui : images, émotions, ressentiments, attentes.

Le guide d'entretien invitait les participants à dérouler plusieurs fils. D'abord, les associations spontanées liées au mot « politique » : parle-t-on encore de projets collectifs ou déjà d'un monde à part, coupé des réalités de ceux qui « se lèvent tôt » ? Ensuite, la question de la confiance elle-même : existe-t-il encore des figures jugées crédibles, au national comme au local, et sur quels critères (compétence, sincérité, proximité) ? Nous avons également exploré ce qui, aux yeux des répondants, fait gagner ou perdre la confiance : résultats concrets, exemplarité, rapport à la vérité.

Les scandales et « affaires » politiques ont constitué un autre axe majeur : produisent-ils encore de l'indignation ou bien une forme de banalisation résignée ? Comment redessinent-ils la frontière entre la faute pardonnable et la faute impardonnable pour un responsable public ? Enfin, l'enquête a interrogé le regard porté sur les grandes institutions françaises – de l'Élysée aux mairies – et les leviers jugés nécessaires pour restaurer un minimum de crédit : transparence, sanctions, renouvellement, nouveaux dispositifs de participation.

Les chapitres qui suivent déroulent ce matériau en cinq temps. Le premier montre comment le mot « politique » évoque d'abord une rupture intime avec la promesse du travail et le sentiment d'un monde à part. Le deuxième décrit le passage de la colère au renoncement démocratique. Le troisième met en lumière la disqualification de la parole politique, minée par les promesses non tenues et les scandales. Le quatrième oppose des institutions nationales en procès à des mairies encore relativement créditées. Le cinquième, enfin, donne à voir ce que les citoyens exigeraient pour croire de nouveau en la politique : exemplarité radicale, sanctions réelles et retour au réel.

Quand on dit « politique », on pense « rupture »

Pour une grande partie des personnes interrogées, le mot « politique » n'évoque plus un débat d'idées, un choix de société ou un projet collectif. Il déclenche, d'abord et avant tout, une sensation de rupture : rupture avec la vie quotidienne, rupture avec la promesse que « travailler permet de vivre », rupture avec un monde politique désormais perçu comme un univers à part, qui ne connaît plus la réalité de ceux qui se lèvent tôt. Quand ils entendent « politique », beaucoup pensent d'abord à leur frigo, à leurs factures, à leur salaire qui ne suit plus. L'image qui surgit n'est pas celle de l'hémicycle, mais celle d'un porte-monnaie vide et d'une fatigue profonde : travailler ne permet plus de vivre, tout juste de survivre. C'est cette cassure intime entre l'effort consenti et la vie qu'on en retire qui colore tout le reste du rapport à la politique.

Cette opinion n'est pas marginale : 56 % des répondants décrivent cette dégradation matérielle du quotidien. Chez eux, la politique est associée à une forme de trahison silencieuse : celle du contrat social le plus basique. Le travail n'ouvre plus sur le confort ni sur un minimum de plaisir, il ne protège plus du déclassement. Le discours politique sur « la valeur travail » sonne d'autant plus creux qu'il se heurte à l'expérience quotidienne d'une insécurité matérielle grandissante. Les responsables politiques, censés garantir un cadre juste, sont alors perçus comme ceux qui ont laissé filer – voire organisé – cette dégradation. D'où un mélange puissant de déception, de colère et de lassitude qui vient teinter toute évocation de la « politique ».

“

« Oui complètement, car le fait de travailler ne permet plus de vivre, de se faire plaisir, c'est plutôt survivre. »

45 ans, Sans activité professionnelle, Femme, département 21

Cette rupture se nourrit d'un sentiment d'injustice : ceux qui « œuvrent pour l'économie française » ont le sentiment de porter l'essentiel de la charge fiscale et sociale, sans retour à la hauteur de leurs efforts. À l'inverse, le « monde politique » est vu comme un espace où l'on cumule les avantages, où les sacrifices demandés aux autres ne s'appliquent jamais à soi. Ce décalage nourrit une forme de rancœur sociale : les responsables politiques ne sont pas seulement jugés inefficaces, ils sont perçus comme vivant sur un autre plan, avec d'autres règles, loin des contraintes de la vie ordinaire. La politique devient alors le nom d'une frontière : d'un côté, ceux qui encaissent la hausse des prix, les salaires figés, l'angoisse de la fin de mois ; de l'autre, ceux qui « décident », comptent mal, et s'exonèrent des effets de leurs propres choix.

“

« Déception, car les salaires de la plupart des travailleurs sont peu élevés alors qu'ils œuvrent pour l'économie française. De plus, ils sont de plus en plus taxés et aujourd'hui le travail ne permet plus de vivre décemment. »

52 ans, Professions intermédiaires, Femme, département 51

Dans ce contexte, la confiance dans les responsables politiques se délite presque mécaniquement. Si ceux qui gouvernent ne garantissent même plus que le travail protège de la précarité, à quoi bon croire leurs promesses sur le reste ? La politique apparaît comme une scène lointaine où l'on parle « réforme », « responsabilité budgétaire » ou « compétitivité », pendant que, dans la vie réelle, chacun réapprend à compter chaque euro. C'est bien là une rupture au sens fort : non seulement le lien de confiance est abîmé, mais beaucoup ne voient plus de continuité entre les décisions prises « en haut » et leurs effets concrets « en bas ». Le mot « politique » devient synonyme de distance : distance sociale, distance matérielle, distance émotionnelle.

Un rejet viscéral d'un « monde pourri » et des « tous pourris »

Sur cette toile de fond de précarité et de désillusion, une deuxième tonalité, tout aussi centrale, donne sa couleur au mot « politique » : le rejet pur et simple du personnel politique. Pour nombre d'enquêtés, le réflexe est quasi automatique : « arnaqueurs », « escrocs », « menteurs », « nombrilistes », « guignols »... Le lexique est brutal, sans nuance. La politique ne renvoie plus à des projets concurrents, mais à une caste décrédibilisée, un univers qu'on regarde avec mépris et parfois avec haine. Ici, la rupture n'est plus seulement sociale, elle est morale.

Ce rejet prend racine dans l'idée que les responsables politiques ne pensent qu'à eux-mêmes, à leurs « strapontins », à leurs avantages, à leur carrière. Les affaires, les promesses non tenues, les réformes jugées injustes ne sont que les manifestations répétées d'un même diagnostic : « ils sont tous comme ça ». La personnalisation des critiques – contre le gouvernement actuel, contre le président – se greffe sur une conviction plus large que la politique est, par nature, un espace de mensonge et de manœuvres. Quand la confiance est déjà au plus bas, chaque scandale supplémentaire ne choque plus vraiment, il vient simplement confirmer ce que beaucoup pensent déjà. C'est une rupture durable : on ne « tombe » plus de haut, on ne tombe plus du tout.

“

« Des guignols qui ne pensent qu'à leur strapontin et à tous leurs avantages. »

65 ans, Cadre, Homme, département 01

Cette vision est si installée qu'elle produit des émotions extrêmes : dégoût, écoeurément, colère explosive. Chez certains, le simple spectacle de la parole politique – les débats houleux, les slogans, les promesses contradictoires – suscite une envie de coupure nette, voire de rupture physique, violente. Les affaires ne sont plus des « accidents » mais un système, et face à un système perçu comme irréformable, il ne reste que deux réponses : la rage ou le retrait. L'une et l'autre témoignent de la même cassure : on ne se sent plus lié à ce monde-là, ni par la confiance, ni même par la curiosité.

“

« Ça me met en colère parce que ce sont des mensonges qu'ils racontent, ils rabotent, rabotent. J'ai du dégoût envers cette personne, j'ai envie de la gifler. »

21 ans, Sans activité professionnelle, Femme, département 62

À terme, cette hostilité finit par se transformer en lassitude froide. Quand « c'est toujours comme ça », quand les scandales se succèdent sans conséquences visibles, l'indignation cède la place au fatalisme. Certains parlent de « profond dégoût », de « tristesse », d'« envie de tout arrêter ». S'arrêter de quoi ? De suivre, de croire, de participer. L'association entre « politique » et cette lassitude émotionnelle est l'un des fils rouges du matériau recueilli : l'impression d'avoir trop donné d'attention, trop espéré, trop débattu pour si peu de résultats. Ce n'est plus seulement la confiance dans des personnes qui s'effrite, c'est la croyance dans l'utilité même de s'intéresser à ce monde-là.

La distance sociale : « pas de mon milieu », un monde de réseaux et de privilèges

Une autre nuance, très présente, éclaire le mot « rupture » sous un angle plus social que moral. Pour beaucoup, le monde politique est avant tout perçu comme un univers socialement fermé, qui ne ressemble plus au pays qu'il prétend représenter. La rupture est ici une rupture de milieu : « ils ne viennent pas de mon milieu », « ils ne comprennent pas comment les gens comme moi vivent ». La défiance n'est pas seulement une réaction aux décisions prises, mais au profil même de ceux qui les prennent : surdiplômés, issus des mêmes écoles, des mêmes réseaux, circulant d'un cabinet à un autre.

Dans cette perspective, la politique est ressentie comme une sorte de marché interne, un « business » où se négocient places, soutiens et carrières plus qu'idées, où la cooptation prime sur la représentation. L'évocation des « réseaux » n'est pas forcément très détaillée, mais elle renvoie à une intuition forte : sans les bons codes, sans les bons contacts, on ne peut ni entrer dans ce

monde, ni vraiment peser sur lui. Cette impression d'entre-soi nourrit un éloignement de plus en plus assumé. Si la politique est une affaire de quelques-uns, pourquoi s'en soucier ? Là encore, le mot « politique » évoque une bulle fermée, avec ses rituels, ses querelles internes, sans prise directe sur la vie réelle.

“

« Ils ne viennent pas de mon milieu, ils ne comprennent pas comment les gens comme moi vivent. »

37 ans, Cadre, Femme, département 74

Cette distance sociale alimente aussi l'idée que les responsables politiques « vivent à nos crochets », qu'ils ne partagent ni les efforts, ni les angoisses, ni les renoncements du reste de la population. Quand, dans le même temps, les récits de difficultés à boucler les fins de mois, les inquiétudes pour l'hôpital, la retraite, le logement s'accumulent, le sentiment d'un monde à part se renforce. Le fossé n'est plus uniquement idéologique, il est existentiel : on ne mène pas la même vie. De là naît cette impression de rupture totale avec « la base » : les institutions continuent de fonctionner, les discours de se succéder, mais le lien sensible avec le quotidien des citoyens s'est rompu. Le mot « politique » devient ainsi le symbole d'un ailleurs : un ailleurs bruyant, parfois spectaculaire, mais étranger, presque indifférent à ce qui se joue dans les foyers.

Au total, ce chapitre montre que la politique, dans les imaginaires recueillis, ne renvoie plus d'abord à un espace de délibération collective, mais à un sentiment de cassure. Cassure économique – travailler sans vivre –, cassure morale – « tous pourris » –, cassure sociale – « pas de mon milieu ». À chaque fois, le même mouvement : se tenir à distance d'un monde jugé à la fois puissant et inutile, présent partout dans les discours mais absent là où la vie se joue. Avant même de parler d'institutions ou de réformes, c'est à cette rupture émotionnelle et symbolique qu'il faudra s'attaquer si l'on veut reconstruire la confiance dans les responsables politiques.

De la colère au renoncement : citoyens au bord de la sortie

Chez une large part des personnes interrogées, la défiance ne reste plus au stade du ressenti : elle se traduit désormais par un mouvement de retrait vis-à-vis de la vie politique et, plus profondément, par un doute sur l'utilité même de la démocratie telle qu'elle fonctionne aujourd'hui.

Après la colère, après le dégoût, vient quelque chose de plus silencieux et de plus inquiétant : l'idée que « ça ne sert plus à rien », que s'intéresser, débattre, voter, n'a plus de prise sur le réel. La confiance dans les responsables politiques s'érode alors en profondeur : ce n'est plus seulement tel ou tel élu qui est disqualifié, mais le mécanisme démocratique lui-même qui perd sa crédibilité.

Ce basculement se lit d'abord dans le rapport au vote. 34 % des répondants abordent ce décrochage électoral, expliquant sans détour avoir cessé de se rendre aux urnes, ou y aller de moins en moins souvent. L'abstention n'est pas présentée comme un accident, un oubli ou une paresse, mais comme un choix rationnel, presque argumenté : entre des responsables politiques jugés interchangeables, des promesses systématiquement trahies, et des décisions finales perçues comme déconnectées du vote, l'électeur ne se sent plus auteur de quoi que ce soit. La démocratie représentative apparaît comme un théâtre bien huilé dont le scénario ne change jamais vraiment ; y participer devient alors, pour certains, une forme de caution donnée à un jeu biaisé.

“

« Alors je ne fais pas de différence entre la politique nationale et locale. Je ne recherche pas d'informations concernant les politiques, que ce soit de gauche ou de droite, je ne lis jamais les bulletins que je reçois pour les informations, et je ne vote pas parce que ça ne sert à rien. »

30 ans, Sans activité professionnelle, département 71

Dans cette opinion majoritaire, la défiance vis-à-vis des responsables politiques glisse très vite vers un doute sur la démocratie elle-même. Non pas sur le principe abstrait – le droit de vote, l'égalité des citoyens devant le suffrage – mais sur son effectivité : à quoi bon un système où l'on ne se sent ni entendu ni représenté ? Plusieurs enquêtes évoquent des votes « non pris en compte », des décisions nationales ou européennes qui semblent ignorer le message des urnes. Le recours répété à certains outils institutionnels, comme le 49.3 pour faire passer des lois malgré l'absence de majorité claire, cristallise cette impression que le jeu est truqué, que les règles peuvent être contournées quand le résultat dérange. La démocratie apparaît moins comme un pouvoir des citoyens que comme une procédure que les gouvernants savent manier à leur avantage.

Ce sentiment d'impuissance nourrit une forme de désespoir politique. La colère brute contre les « menteurs » et les « guignols » aperçue dans le chapitre précédent se transforme ici en fatigue, en lassitude froide. On ne se contente plus de dénoncer les responsables politiques ; on se détourne

de la politique tout court. Le lien est explicite entre la répétition des scandales, des promesses non tenues et cette usure du désir de participer : à force de voir que « c'est toujours pareil », on finit par ne plus réagir. Les affaires cessent d'indigner, elles confirment simplement une intuition déjà ancrée. Là où la confiance aurait besoin de preuves positives, on ne voit que des confirmations négatives ; peu à peu, l'envie de s'impliquer s'étirole.

“

« Non, plus maintenant. C'est du dégoût, de la lassitude, de la tristesse. »

72 ans, Retraité, département 72

Dans ce climat, la vie politique nationale est ressentie comme un « chaos », un « bazar » permanent, une succession de conflits et de cris qui n'aboutissent à rien de tangible. Ce désordre perçu renforce la distance : pour beaucoup, suivre l'actualité politique, c'est nourrir sa propre angoisse sans avoir la moindre prise sur les événements. La démocratie ne disparaît pas, mais elle devient abstraite, lointaine, presque théorique. On sait qu'on a des droits, on sait qu'il existe des élections, mais on n'y projette plus d'espoir concret.

“

« Actuellement, la France connaît certaines difficultés sur le plan politique, dans la mesure où les citoyens ont perdu progressivement confiance dans les institutions et dans leurs représentants politiques, ce qui met à mal la démocratie. »

48 ans, Cadre, département 25

Cette dynamique majoritaire du renoncement n'est pas uniforme : elle traverse les générations, mais s'exprime avec des nuances. Chez les plus jeunes ou les actifs précaires, le retrait prend souvent la forme d'un refus frontal : « la politique ne m'intéresse pas », « je ne fais pas attention », voire « je ne vote pas ». Chez des personnes plus âgées, longtemps socialisées dans une culture de participation, le désengagement est plus progressif : on continue parfois à se déplacer, mais « de moins en moins », en assumant que ce geste ne porte plus le même sens qu'avant. Dans tous les cas, l'idée clé reste la même : la confiance dans les responsables politiques est trop dégradée pour que la participation apparaisse encore comme un levier utile.

Fatigue démocratique et désir de « tout arrêter »

Au cœur de ce renoncement, une émotion revient avec insistance : la fatigue. Fatigue d'être en colère, fatigue d'être déçu, fatigue d'entendre tous les jours parler de conflits politiques qui ne débouchent sur aucune amélioration visible. Plusieurs enquêtés formulent une « envie de tout arrêter » qui dépasse la simple abstention : c'est le souhait de couper le son, de se protéger de ce qui est perçu comme une source continue de stress et de déprime. La politique devient un bruit de fond anxiogène dont on cherche à s'extraire pour préserver un minimum de sérénité personnelle.

Cette fatigue démocratique se traduit de différentes manières. Certains décrivent une forme de zapping : on ne suit plus les débats, on évite les journaux télévisés, on ne lit plus les tracts, on ne participe plus aux discussions familiales ou amicales sur le sujet. D'autres, plus radicaux, revendiquent une indifférence totale : ils ne veulent « vraiment pas » s'intéresser à la politique, et rejettent même la sollicitation du sondage comme une intrusion dans un espace qu'ils ont choisi d'abandonner. Le désintérêt n'est pas toujours l'expression d'une ignorance ; il est souvent le produit d'une expérience longue de déception.

“

« Non, quand je pense au monde politique, pour moi ça ne m'intéresse pas. Du coup je ne fais pas trop attention à cela : quand j'entends “politique”, je ne fais pas trop attention car cela ne m'intéresse vraiment pas. »

21 ans, Sans activité professionnelle, département 62

Cette lassitude n'épargne pas ceux qui, autrefois, se reconnaissaient dans un camp ou dans un projet. Plusieurs répondants évoquent une « déprime totale », l'impression que « tout va à vau-l'eau » et que rien ne change malgré les alternances. La répétition des mêmes scénarios – scandales, mesures impopulaires, recours aux procédures d'exception – nourrit un sentiment de cercle fermé. On ne croit plus à la possibilité d'un « bon » responsable politique, honnête, efficace et proche ; on anticipe, dès l'élection, la trahison à venir. Dans ces conditions, continuer à participer, c'est accepter d'être déçu une fois de plus.

Paradoxalement, cette fatigue s'accompagne parfois d'une grande lucidité sur le fonctionnement des institutions. Certains participants pointent précisément ce qui leur fait perdre confiance : le décalage entre les résultats exprimés et les décisions effectivement prises, la gestion jugée hasardeuse des finances publiques, la récurrence des affaires sans sanction claire. Mais au lieu de nourrir une mobilisation, cette analyse alimente le désengagement : plus on comprend les rouages, plus on mesure les limites de son propre pouvoir d'action.

Une participation « par devoir » : rester dans le jeu malgré tout

Face à ce mouvement de retrait massif, une nuance significative apparaît toutefois : celle de citoyens qui continuent à voter et à suivre la vie politique, non par confiance pleine et entière, mais par sens du devoir ou par attachement à certaines idées. Chez eux, la défiance est forte, parfois verbalisée avec autant de dureté que chez les abstentionnistes, mais elle ne débouche pas sur l'abandon complet des urnes. On se présente au bureau de vote « parce que l'abstention n'est pas prise en compte », parce que ne pas voter laisserait le champ libre à des forces politiques jugées dangereuses, ou encore par fidélité à un camp, à une famille d'idées. C'est chez une petite minorité du panel que cette fidélité vise encore des figures nationales précises — Jordan Bardella et le Rassemblement national d'un côté, La France insoumise de l'autre — : ce sont les seuls cas où une confiance envers des responsables nationaux s'exprime dans les entretiens ; partout ailleurs, la confiance résiduelle est locale ou relationnelle.

Cette participation contrainte s'accompagne pourtant d'un constat amer : il devient « de plus en plus difficile » de choisir parmi les candidats, on ne se « reconnaît dans aucun parti ». On ne vote plus pour des personnes, mais pour « le moins pire », pour bloquer un autre camp ou maintenir en vie un espace politique auquel on tient encore, au moins symboliquement. Le geste électoral garde une valeur civique, presque morale, mais ne charrie plus la même espérance de changement. Là encore, la confiance dans les responsables politiques est très basse ; seule la croyance dans la nécessité de la démocratie retient certains de sortir du jeu.

“

« Je vais voter car c'est un devoir, mais je ne me reconnais dans aucun parti. »

61 ans, Sans activité professionnelle, département 70

Chez ces participants, la défiance ne s'adresse pas seulement aux responsables actuels, mais aussi aux institutions qui les encadrent. Ils pointent la « déconnexion avec la base », l'impression que rien « n'avance dans le pays », la difficulté à voir dans le Parlement ou la Présidence des lieux où leur voix puisse réellement peser. Et pourtant, ils continuent à répondre présent lors des scrutins, parfois même à participer au dépouillement local. Ce paradoxe – défiance forte mais participation maintenue – dit quelque chose d'essentiel : une partie de la population ne croit plus aux responsables politiques, mais refuse encore de renoncer à l'outil démocratique lui-même.

Au total, ce chapitre montre comment la rupture évoquée précédemment se traduit, très concrètement, par un effritement de la participation et un doute profond sur l'efficacité de la démocratie telle qu'elle fonctionne. Entre ceux qui décrochent totalement, ceux qui se tiennent à

distance par fatigue, et ceux qui restent dans le jeu par simple devoir, un point commun domine : la confiance dans les responsables politiques est trop abîmée pour nourrir un désir fort de participation. Le risque n'est plus seulement celui de la colère, mais celui d'une sortie silencieuse de citoyens qui ne croient plus que leur voix puisse changer quoi que ce soit. C'est ce renoncement, plus inquiétant encore que la contestation ouverte, qui s'impose aujourd'hui comme l'un des principaux défis pour quiconque veut reconstruire un lien démocratique vivant.

La parole politique disqualifiée : promesses, théâtre et scandales

Aux yeux d'une large partie des personnes interrogées, la parole politique n'est plus une parole de conduite du pays, mais un bruit de fond dont on sait d'avance qu'il ne débouchera ni sur des actes, ni sur des sanctions, ni sur de la justice. La confiance dans les responsables politiques se brise d'abord là : dans ce sentiment que tout ce qui se dit au sommet – les grandes déclarations, les promesses de campagne, les indignations feintes devant les scandales – n'a plus aucune valeur d'engagement. La politique, pour ces citoyens, n'est plus un langage, c'est un décor. Derrière, on continue, pensent-ils, à agir pour soi, pour sa carrière, pour ses réseaux, presque jamais pour l'intérêt général.

Ce discrédit de la parole commence par la promesse. Beaucoup décrivent un scénario désormais prévisible : avant l'élection, « ils promettent tout et son contraire » ; une fois élus, « ils ne font plus rien » ou expliquent qu'« ils ne peuvent pas ». La phrase attribuée à un ancien Premier ministre – « les promesses n'engagent que ceux qui y croient » – est devenue une grille de lecture quasi universelle. Plus personne ne croit sérieusement qu'un programme sera appliqué comme il a été présenté. La promesse est perçue comme une technique de vente, non comme un contrat. D'où cette impression de trahison systématique : ce ne sont pas seulement quelques engagements précis qui ne sont pas tenus, c'est la fonction même de la parole politique qui semble détournée de sa finalité.

“

« Les politiques font beaucoup de promesses, mais ne les tiennent jamais. Seul leur intérêt compte. »

45 ans, Cadres et professions intellectuelles supérieures, Femme, département 17

Cette rupture de confiance est renforcée par un diagnostic récurrent : les responsables politiques ne parlent pas pour dire le vrai, mais pour durer. Leur communication est perçue comme une mise en scène permanente – éléments de langage, débats télévisés calibrés, petites phrases, indignations express – qui vise moins à éclairer les citoyens qu'à occuper l'espace médiatique. Dans ce théâtre, chacun « joue son rôle » : le président jupitérien ou paternaliste, l'opposant en colère, le ministre technocrate, le tribun « proche du peuple ». Mais derrière la dramaturgie, beaucoup disent ne plus rien entendre de consistant. La parole politique leur apparaît comme un flux continu où le ton, la posture et l'émotion priment sur les engagements vérifiables.

Ce sentiment de spectacle se nourrit aussi du contraste entre l'agressivité affichée dans les débats et la convergence supposée des pratiques une fois les caméras éteintes. Des répondants dénoncent ces élus qui « se tirent dans les pattes » en public, puis nouent des alliances jugées contradictoires avec leurs discours de la veille. Là encore, ce ne sont pas seulement des désaccords idéologiques qui sont en jeu, mais la perception d'une duplicité structurelle : on joue la comédie de l'affrontement pour mobiliser ses électeurs, tout en appartenant, en réalité, à un même monde d'intérêts partagés.

Ce n'est pas un sujet périphérique : 67 % des répondants évoquent les scandales. Chaque affaire vient frapper une confiance déjà exsangue. L'effet n'est pas spectaculaire – on ne « tombe plus de haut » –, il est corrosif. Les affaires de corruption, de détournement de fonds, de favoritisme ou de mensonge public ne surprennent plus vraiment, mais elles grignotent ce qui reste de crédibilité à la parole des responsables politiques. Surtout, elles installent l'idée d'un système à deux vitesses : quand un citoyen ordinaire fraude, il « passe au tribunal aussitôt » ; quand il s'agit d'un ancien président, d'un ministre, d'une figure nationale, tout semble plus lent, plus négocié, plus indulgent. L'indignation se déplace : ce n'est pas seulement la faute qui choque, c'est l'impunité perçue.

“

« J'exprime du dégoût, même si cela existe depuis des années, car eux s'en sortent toujours. Si c'était nous, on serait au tribunal aussitôt et peut-être en prison. (...) Je comprends que les gens ne veuillent plus voter, ne s'intéressent plus à la politique, car on ne les écoute pas. »

52 ans, Ouvrière, Femme, département 52

Au fil du temps, ce cycle – promesse, scandale, justification, retour à la normale – use l'indignation elle-même. Plusieurs enquêtés décrivent une évolution personnelle : la colère, au début, puis la lassitude, enfin une forme de fatalisme. On n'ouvre plus les articles, « les gros titres suffisent » ; on entend « une affaire de plus » et l'on zappe. Le plus inquiétant, pour la confiance

démocratique, est là : la parole politique ne déclenche plus ni adhésion ni révolte, mais une indifférence dure, un réflexe de distance. La parole publique est disqualifiée parce qu'elle est vécue comme sans conséquence réelle, ni pour ceux qui la tiennent, ni pour ceux qui la subissent.

Dans cette opinion majoritaire, le cœur de la défiance tient donc à un double verdict. D'une part, la parole des responsables politiques est jugée mensongère, intéressée, coupée du réel – elle promet ce qu'elle ne fera pas, elle habille de beaux mots des décisions douloureuses, elle maquille les renoncements. D'autre part, cette même parole ne s'applique jamais à ceux qui la prononcent : ceux qui parlent de « transparence » sont pris dans des affaires opaques, ceux qui invoquent la « valeur d'exemple » échappent, pense-t-on, aux sanctions ordinaires, ceux qui sermonnent les fraudeurs bénéficient des meilleures défenses et des plus longs délais. Le crédit attaché à la fonction, autrefois, ne suffit plus à compenser ces dissonances ; il est même devenu suspect. La confiance dans les responsables politiques s'effrite ainsi à mesure que les citoyens apprennent à décoder, à se méfier, à « chercher les incohérences » avant d'accorder, éventuellement, une parcelle de crédit à un discours.

Une attente obsédante : voir les actes derrière les mots

Dans ce paysage très sombre, une première nuance apparaît toutefois nettement : si la parole politique est globalement discréditée, elle n'est pas condamnée par principe. Une part significative des répondants ne rejette pas la politique en bloc, mais pose des conditions précises pour accorder – ou réaccorder – sa confiance. La condition première tient à la cohérence entre ce qui est dit et ce qui est fait. La formule revient sous des variantes multiples : « je juge sur les actes, pas sur les paroles », « je cherche les incohérences », « il faut que les résultats suivent ». Autrement dit, la parole publique n'est pas forcément illégitime en soi, mais elle doit être constamment adossée à des preuves tangibles.

“

« Selon moi, pour qu'un homme politique puisse garder ma confiance, il faut qu'il réussisse à mettre en place des actions concrètes et que ces actions donnent un résultat. Moi, je juge sur les actes et pas sur les paroles. »

48 ans, Cadre, Homme, département 25

Ce déplacement vers les actes traduit une maturité critique : les personnes interrogées ne se contentent plus d'apprécier un ton ou une posture, elles exigent un bilan. Mais il signale aussi une profonde fragilisation de la parole politique en tant que telle. Là où, autrefois, une déclaration forte

pouvait suffire à entraîner, une promesse claire à mobiliser, il faut désormais des preuves répétées, des résultats vérifiables, des engagements concrétisés. La parole ne vaut plus comme promesse, elle n'a de valeur qu'après coup, comme résumé d'une action déjà menée.

Cette exigence d'alignement paroles-actes s'accompagne souvent d'une vision très précise de ce qui devrait caractériser une parole politique digne de confiance : parler « simplement », « cash », sans langue de bois ; assumer ses décisions, reconnaître ses erreurs ; rester constant dans ses idées, sans changer « suivant le vent » ; ne pas chercher d'abord la réélection. Plusieurs participants disent ainsi continuer à écouter certains responsables – rarement au niveau national, plus souvent des figures locales ou quelques personnalités identifiées – parce qu'ils leur paraissent « authentiques », « impliqués », ou parce qu'ils ont pu constater, dans leur ville ou leur commune, que leurs engagements s'étaient traduits par des réalisations concrètes.

Dans ces cas-là, la parole politique ne disparaît pas : elle se resserre. Elle perd son aura nationale, mais retrouve un peu de crédibilité lorsqu'elle se situe à un niveau où l'on peut voir de près ce qu'elle engage – un maire présent aux enterrements, un élu qui rappelle, un responsable qui tient parole sur un dossier précis. En creux, c'est un reproche sévère qui se dessine à l'égard de la scène nationale : plus la parole est haute, plus elle paraît abstraite, stratégiquement orientée, et moins elle inspire confiance.

Scandales : de la rage à la lassitude, une usure silencieuse de la démocratie

Une deuxième nuance, transversale aux générations et aux milieux sociaux, concerne le rapport aux scandales politiques. Contrairement à l'idée d'une banalisation totale, beaucoup de participants affirment ne jamais « s'habituer » à la corruption, aux abus, aux mensonges d'État. Chaque nouvelle affaire reste un choc moral : on attend des responsables politiques qu'ils « montrent l'exemple », qu'ils respectent la loi davantage que quiconque, qu'ils incarnent une certaine idée de l'État. Voir ceux qui devraient être les garants de la règle la contourner provoque encore du dégoût, parfois de la colère.

“

« Oui, cela marque : la corruption en général ne permet pas une confiance. On ne peut jamais s'y habituer. »

34 ans, Sans activité professionnelle, Femme, département 21

Mais cette indignation ne se traduit plus automatiquement par une mobilisation. Elle se mue, pour beaucoup, en fatalisme : « c'est partout pareil », « ça a toujours existé », « on finit par trouver ça presque normal alors que ça ne devrait pas l'être ». L'effet durable des scandales n'est donc pas

seulement de dégrader l'image de tel ou tel responsable ; il est de renforcer l'idée que la politique est, par nature, un espace où l'on ment et où l'on triche, et qu'aucune alternance ne changera cela. L'impact se mesure moins dans les sondages quotidiens que dans cette phrase qui revient chez plusieurs enquêtés : « je ne peux rien changer ».

Paradoxalement, c'est parfois au nom de la démocratie que certains refusent de se résigner complètement. Quelques voix minoritaires insistent sur la nécessité de ne pas céder au « tous pourris », de maintenir malgré tout une confiance dans les institutions, dans la possibilité que de « nouveaux responsables » fassent mieux, à condition d'être contrôlés, sanctionnés, encadrés. Pour eux, les scandales imposent de durcir les exigences d'exemplarité et de transparence, pas d'abandonner l'idée même de représentation. Mais même dans ce camp, la parole politique ne bénéficie plus d'un crédit d'avance : elle est mise à l'épreuve, soumise à un soupçon permanent, évaluée en fonction des mécanismes de contrôle qui l'entourent.

Au total, ce chapitre montre que la crise de confiance dans les responsables politiques passe d'abord par une crise de la parole. Promesses sans lendemain, communication ressentie comme un spectacle, affaires à répétition qui confirment l'idée d'un système injuste : tout concourt à vider les mots politiques de leur valeur d'engagement. Le lien démocratique ne se défait pas seulement dans les urnes ou dans les institutions, il se défait dans cette expérience quotidienne d'un langage qui n'oblige plus personne – ni ceux qui le tiennent, ni ceux à qui il s'adresse. Tant que la parole publique restera perçue comme un théâtre sans conséquences, la confiance restera, elle aussi, hors-scène.

Institutions en procès : de l'Élysée lointain aux petites mairies

Premier enseignement des entretiens : la carte de la confiance ne se superpose plus à la carte de la République. Le sommet de l'État – Élysée, gouvernement, Parlement, grandes autorités nationales – concentre la méfiance, parfois la colère froide. À l'inverse, la petite mairie, l'élu de terrain, le conseil municipal accessible représentent encore, pour beaucoup, des îlots de fiabilité dans un paysage institutionnel disqualifié. Ce contraste n'est pas un simple effet de « proximité sympathique » : il repose sur un diagnostic argumenté de ce que l'on reproche au niveau national et de ce que l'on valorise au niveau local.

Au sommet, les institutions sont perçues comme lointaines, saturées de stratégies et de jeux internes, peu soucieuses de la parole exprimée dans les urnes. Un jeune employé résume ce ressenti : la présidence, le gouvernement, le Parlement sont « des institutions qui [lui] semblent lointaines, très stratégiques, parfois déconnectées du quotidien ». Il insiste sur ce qu'il voit – ou plutôt ne voit pas : des décisions prises dans un univers de « calculs » et de « compromis » opaques, peu intelligibles pour le citoyen ordinaire. Ce qui se joue à ce niveau semble gouverné par une logique propre, où la conservation du pouvoir et les rapports de force entre partis priment sur l'écoute de la population. La confiance s'effrite précisément là : dans ce sentiment d'un théâtre institutionnel qui ne répond plus au pays réel.

Ce soupçon n'est pas pure abstraction. Il s'ancre dans des expériences politiques récentes, vécues comme autant de preuves que les institutions nationales peuvent contourner ou ignorer la volonté populaire. Les votes « qui ne comptent pas vraiment », l'usage de procédures parlementaires comme le 49.3, les compromis obscurs entre gouvernement et Parlement nourrissent l'idée d'une démocratie en trompe-l'œil. Un retraité parle ainsi de « votes bidons qui ne représentent pas ce que veulent les Français » et voit dans la relation entre Parlement et exécutif un « jeu de dupe » visant à « garder le pouvoir, quitte à ce que la France aille plus mal encore ». Derrière la critique des institutions, c'est la défiance envers leurs occupants – responsables politiques habitués des couloirs, supposément rompus au copinage, aux arrangements – qui domine. Mais pour beaucoup, la distinction entre les personnes et les structures s'est brouillée : quand les unes trahissent, les autres deviennent complices.

“

Au niveau national, comme la Présidence, le gouvernement ou le Parlement, j'ai plutôt de la méfiance. Ce sont des institutions qui me semblent lointaines, très stratégiques, parfois déconnectées du quotidien. J'ai l'impression que tout passe par des jeux politiques, des calculs, des compromis qu'on ne voit pas et qu'on ne comprend pas toujours.

20 ans, Employé, département 76

Ce clivage structure le corpus : 61 % des répondants opposent explicitement les deux niveaux. À l'inverse du sommet de l'État, la mairie et, plus largement, les petites communes incarnent encore un versant positif de la vie institutionnelle. Ce n'est pas un attachement nostalgique à « la France des clochers », mais une appréciation pragmatique : au niveau communal, on voit, on touche, on peut juger. Une jeune employée explique ainsi que la mairie « [lui] inspire le plus de confiance » parce que c'est « proche, concret ». Elle détaille ce qui fonde cette confiance : la possibilité d'« identifier les projets », de constater « les changements dans la ville », de mesurer un « impact

direct » des décisions sur la vie quotidienne. Là où le Parlement reste un hémicycle lointain, la mairie se matérialise dans une route refaite, une école rénovée, un parc ouvert : autant de preuves visibles qui donnent chair à la responsabilité politique.

Cette dimension concrète s'accompagne d'une autre qualité décisive : la disponibilité des élus locaux. On peut « y aller quasiment tous les jours », « prendre un rendez-vous avec le maire », le croiser au marché, à la cérémonie du 11-Novembre. Ce corps-à-corps avec l'institution change profondément la perception de la politique : on ne la voit plus comme un système abstrait, mais comme une série de décisions négociables, parfois discutables, toujours situées. Un retraité de plus de 70 ans, pourtant très critique envers d'autres échelons, souligne ainsi que « les maires font un métier très difficile aujourd'hui mais font bien leur travail ». Le mérite ne tient pas au charisme, mais à la persévérance, à la charge assumée avec des moyens limités, au sentiment que « quelqu'un s'occupe de nous » à portée de main.

“

De façon générale, ma confiance varie beaucoup selon le niveau de l'institution. Par exemple, la mairie, c'est ce qui m'inspire le plus de confiance, c'est proche, concret. On voit ce qui se fait ou ne se fait pas. On peut identifier les projets, les changements dans la ville et on sent que les décisions ont un impact direct.

20 ans, Employé, département 76

Dans cette opinion majoritaire, la hiérarchie de confiance est nette. Au sommet, l'Élysée apparaît comme l'institution la moins digne de crédit : trop de pouvoir concentré, trop de communication, une figure présidentielle parfois décrite comme un « roi sur son trône » qui « ne reconnaît pas ses erreurs » et « ne voit pas ce qui se passe dans son pays ». Un cran en dessous, le Parlement est perçu comme un lieu « très politisé, très conflictuel », où les affrontements spectaculaires masquent mal des accords de couloir. Viennent ensuite les régions et intercommunalités, jugées importantes mais « abstraites » : on devine leur rôle (transports, lycées), sans en percevoir clairement les mécanismes, ni savoir comment les influencer.

En bas de l'échelle, la mairie concentre donc ce qui reste de crédit accordé aux institutions. Pour nombre d'enquêtés, ce n'est pas seulement une affaire de taille : c'est un autre rapport au pouvoir. À l'échelon local, on prête aux élus davantage de sérieux, d'éthique et de travail, parce qu'ils sont au contact permanent des habitants, confrontés à des demandes concrètes, soumis à un contrôle social direct. Un cadre insiste sur cette différence : selon lui, « nos élus locaux sont généralement plus sérieux, plus proches du peuple » que les responsables d'envergure nationale. Non pas

parce qu'ils seraient intrinsèquement plus vertueux, mais parce que la structure même de leur mandat – proximité, confrontation aux problèmes du quotidien, moyens resserrés – les oblige à une forme de responsabilité visible.

“

Dans l'ensemble, à titre personnel et comme la majorité des Français je pense, nos élus locaux sont généralement plus sérieux, plus proches du peuple, car ils ont un lien et des contacts directs avec la population dans leur vie quotidienne.

48 ans, Cadre, département 25

« On a confiance dans les structures, pas dans les hommes » : une distinction encore tenace

À côté de ce contraste massif entre sommet national et mairies de terrain, une première nuance traverse le matériau : certains citoyens persistent à distinguer les institutions en tant que telles des responsables qui les occupent. Dans cette perspective, le Parlement, les régions, les mairies, la Présidence restent perçus comme des « bonnes idées » – des architectures nécessaires pour organiser la vie démocratique –, mais ce sont les individus qui les incarnent aujourd'hui qui posent problème.

Une employée d'une cinquantaine d'années le formule clairement : « Nous avons confiance en les structures, tout n'est pas mauvais. (...) Le problème, c'est la moralité des hommes qui est complètement effrayante. » Dans cette optique, la défiance ne vise pas l'existence d'une chambre législative ou d'un exécutif fort, mais la manière dont ces fonctions ont été capturées par des responsables jugés peu scrupuleux, trop perméables aux lobbies, intéressés avant tout par leurs carrières. La critique des « déjeuners avec les cigarettiers » ou des invitations à Bruxelles avant des votes cruciaux illustre ce diagnostic : ce qui corrompt la confiance, ce n'est pas la procédure elle-même, mais l'intrusion d'intérêts privés dans la fabrique de la loi.

Dans ce cadre, la mairie retrouve un peu de crédit non parce que sa structure serait fondamentalement différente, mais parce que l'emprise de ces forces y est perçue comme moindre et plus contrôlable. Là où l'on prête aux assemblées nationales des couloirs saturés de lobbyistes, la maison commune apparaît encore comme un lieu où les rapports de force se jouent davantage entre habitants, associations locales et élus, et moins entre grands groupes économiques et professionnels de la politique. La confiance locale n'est donc pas seulement affective : elle est aussi le signe d'une croyance résiduelle dans la possibilité de contre-pouvoirs citoyens effectifs.

“

Nous avons confiance en les structures, tout n'est pas mauvais. Ce sont les hommes qui sont dans ces structures qui ne sont pas bons. Les structures sont bonnes, le Parlement aussi, les mairies, les régions pour contrôler localement ce qui se passe, tout ça c'est une bonne idée.

54 ans, Employée, département 36

Les angles morts de la proximité : quand les mairies déçoivent aussi

Une seconde nuance, plus minoritaire mais significative, vient tempérer l'image idyllique de la petite mairie comme refuge absolu de la confiance. Si la commune incarne, pour beaucoup, le dernier rempart institutionnel, certains verbatims rappellent que la proximité peut aussi être le lieu de nouvelles désillusions : favoritisme, petites injustices, mépris ressenti renforcent parfois la défiance, précisément parce qu'ils se produisent à échelle humaine.

Une retraitée raconte ainsi comment son maire a autorisé certaines constructions et refusé d'autres « pour la même chose », avant de « tourner les talons » quand on lui en fait la remarque. Ici, ce qui blesse n'est pas seulement la décision, mais la façon de la prendre et de l'assumer. La relation de confiance se fissure lorsque la parole municipale semble, elle aussi, soumise à des logiques d'entre-soi, de clientélisme ou d'arbitraire. Là où l'on attendait écoute et égalité de traitement, on découvre des micro-pouvoirs qui rappellent, en plus petit, les travers reprochés aux institutions nationales.

D'autres soulignent que l'échelle réduite ne garantit pas la vertu : un « plus petit comité » peut être « plus facilement manipulable », soumis aux jeux d'influence de quelques notables ou familles, sans les contre-pouvoirs institutionnels et médiatiques existant au niveau national. Autrement dit, la proximité n'est pas un gage automatique de justice. Elle donne davantage de prise aux citoyens, mais peut aussi rendre les injustices plus visibles et plus douloureuses. Cette nuance ne renverse pas la hiérarchie de confiance – la mairie reste mieux perçue que l'Élysée – mais elle rappelle que le crédit accordé au local est conditionnel : il dépend très fortement des pratiques concrètes de chaque équipe municipale.

“

Mon maire a permis certaines constructions à des gens alors qu'il a refusé à d'autres, et pour la même chose. Quand on se permet de le lui faire remarquer, il tourne les talons et ne nous écoute même pas.

59 ans, Retraitée, département 57

Au total, ce chapitre dessine une France politique qui ne se définit plus d'abord par une opposition entre « pour » et « contre » la démocratie, mais entre des lieux où l'on se sent encore un peu acteur – la mairie, parfois la région – et des lieux où l'on n'est plus que spectateur impuissant – la Présidence, le gouvernement, le Parlement. Les institutions nationales concentrent les critiques de distance, de stratégie, de trahison de la volonté populaire ; les petites mairies, elles, concentrent encore les attentes de proximité, d'écoute, de concret. Entre les deux, une exigence transversale se dessine : pour retrouver confiance, les institutions nationales devraient cesser d'apparaître comme un théâtre de pouvoir lointain et retrouver, à leur échelle, ce que les mairies réussissent encore parfois à incarner – la capacité à « s'occuper des gens », à rendre visibles les effets de leurs décisions, et à accepter d'être jugées sur pièces.

Ce qu'il faudrait changer : exemplarité, sanctions et retour au réel

Avant de « rêver » une autre politique, beaucoup de citoyens ne croient plus qu'un changement soit possible. La première attente, paradoxale, est justement qu'on les détrompe sur ce fatalisme : si l'on veut rétablir la confiance dans les responsables politiques, il faudrait d'abord prouver que tout n'est pas irréversible, que la politique peut encore sanctionner, protéger, remettre un peu d'ordre moral et concret. Or, la plupart des personnes interrogées se sentent arrivées au bout du cycle : plus d'humanité « entre citoyens », plus de prise sur quoi que ce soit, et donc très peu d'espoir placé dans ceux qui gouvernent.

“

« Rien malheureusement. Avant, il y avait de l'humanité chez les citoyens, maintenant c'est chacun pour soi malheureusement. Je n'ai pas d'espoir. »

32 ans, Employée, département 95

Cette attente est la plus partagée du panel — 81 % des répondants formulent des exigences d'exemplarité et de sanctions. Elle ne produit pas un programme détaillé, mais une grille très claire : si la confiance devait être reconstruite, ce serait par des signaux forts, presque brutaux. D'abord, en mettant fin au sentiment d'impunité des responsables politiques : qu'ils soient enfin jugés comme n'importe quel citoyen, exposés à de vraies sanctions, exclus à vie des fonctions publiques en cas de faute grave. Ensuite, en reconnectant les décisions nationales à la voix des urnes, en limitant les jeux d'alliances et les contournements qui donnent l'impression que la démocratie est un décor. Enfin, en affichant de la fermeté sur certains sujets jugés prioritaires – l'immigration, la sécurité, le respect de la force publique – sur lesquels une partie des répondants estime que l'État a abandonné le terrain.

Dans cette perspective, l'exemplarité n'est pas un supplément d'âme : c'est la condition minimale pour que la politique redevienne crédible. Beaucoup veulent que les responsables politiques soient soumis aux mêmes règles – voire à des règles plus strictes – qu'eux-mêmes. L'idée que « lorsqu'un élu commet une faute, il soit jugé comme un citoyen classique, qu'il ne puisse plus exercer dans les institutions françaises » revient comme une évidence. L'inéligibilité à vie est explicitement présentée comme la sanction la plus redoutée, donc la plus efficace. La fonction politique, pour ces citoyens, devrait être un mandat fragile, révocable à la moindre faute grave, et non un statut protecteur.

“

« Le fait que lorsqu'un élu commet une faute, il soit jugé comme un citoyen classique, qu'il ne puisse plus exercer dans les institutions françaises. Prendre en compte les scrutins. »

45 ans, Sans activité professionnelle, département 21

Ce désir de dureté ne vise pas seulement les élus. Il s'étend au système pénal dans son ensemble : juges, responsables politiques et « délinquants dangereux » sont renvoyés à une même impression de laxisme généralisé. On « laisse dehors » des personnes perçues comme menaçantes, pendant que les citoyens ordinaires se voient, eux, appliquer la loi sans indulgence. Là encore, la demande de fermeté est pensée comme une condition du retour de la confiance : pour croire au pouvoir politique, il faudrait voir un État qui protège réellement, qui « fait respecter la Force publique » et cesse de renvoyer des signaux d'impuissance.

Sur ce socle de sévérité souhaitée, deux autres axes de transformation émergent nettement. Le premier est la volonté de reprendre la main sur l'immigration, présentée par certains comme la matrice de l'insécurité, de la drogue, des meurtres. Qu'on partage ou non ce diagnostic, il

structure une part des attentes : stopper les flux, renvoyer les clandestins, rétablir des frontières visibles et des contrôles incarnés (douaniers, postes aux frontières, surveillance du littoral). À leurs yeux, un pouvoir qui ne sait pas « arrêter de faire venir des étrangers » prouve qu'il ne maîtrise plus rien et qu'il ne protège plus « les nôtres ».

“

« Alors j'arrêteraï l'immigration, je renverrais tous les immigrés illégaux dans leur pays d'origine. Je fermeraï les frontières, je mettraï des douaniers aux frontières, surtout sur le littoral, afin de contrôler les venues, les va-et-vient de ces personnes-là. Concernant l'immigration, je la réduirais fortement. »

30 ans, Sans activité professionnelle, département 71

Le second axe, plus transversal, concerne la manière même de faire de la politique : moins de privilèges, moins de carriérisme, moins de cumul de mandats, moins de « palais ». De nombreux répondants lient la défiance à une impression de caste : salaires « exorbitants », avantages « indécents », élus qui « travaillent pour être réélus », qui se perdent dans les ors de la République et se coupent du réel. La confiance ne pourrait revenir, écrivent-ils en creux, que si la politique cessait d'être une carrière confortable pour redevenir un service temporaire, mal protégé, associé à des contraintes fortes et à des comptes à rendre réguliers.

Enfin, même parmi les plus fatalistes, une exigence revient avec insistance : qu'on arrête de parler à la place des citoyens et qu'on les fasse participer directement aux décisions. Plus de référendums, plus de consultations locales, plus de réunions où l'on peut « s'exprimer sur nos conditions de vie », plus de démocratie participative pour rendre la représentativité « réelle ». L'hostilité à l'injonction « si tu n'es pas content, présente-toi » est explicite : on sait bien, disent-ils, qu'il est quasiment impossible d'atteindre le « là-haut ». La transformation attendue est à double détente : ouvrir des canaux accessibles d'expression et faire en sorte que ces expressions soient réellement prises en compte, notamment lors des nominations gouvernementales ou des grandes réformes.

Une demande de proximité active : débattre, expliquer, rendre des comptes

À côté de ce socle de sévérité et de moralisation, une nuance importante traverse le matériau : si beaucoup veulent des sanctions plus dures et des frontières plus fermes, ils ne souhaitent pas pour autant une démocratie encore plus verticale. Au contraire, une part significative des

répondants réclame une proximité active, presque pédagogique, des responsables politiques. La figure attendue n'est pas seulement celle du « shérif » qui punit, mais aussi celle de l' élu qui se déplace, débat, explique clairement ses choix, expose ses budgets « à l'euro près ».

Pour ces citoyens, la confiance ne reviendra pas uniquement par la peur de la sanction, mais par un travail quotidien de transparence et de dialogue. Ils souhaitent que les décisions soient expliquées « clairement », que les données et budgets soient « accessibles et lisibles », que l'on entende moins les éléments de langage et davantage les « raisons réelles » derrière les choix. La transparence n'est pas vue comme un gadget numérique, mais comme une manière de recréer un lien de proximité : quand on sait qui décide quoi, avec quels moyens, sous quels contrôles, l'institution redevient un peu plus humaine et un peu moins menaçante.

“

« Davantage de démocratie participative. Il faudrait qu'on nous écoute. Il faudrait qu'on arrête de nous dire : “Si tu n'es pas content, présente-toi”, alors que c'est impossible d'arriver jusque là-haut. Il faudrait que ce soit plus accessible pour tout le monde, plus compréhensible. Il faudrait qu'on soit sûrs de la représentativité réelle. »

36 ans, Employée, département 33

Cette nuance insiste aussi sur la dimension concrète : ce que l'on attend d'un responsable politique, c'est qu'il montre, dans la ville, la commune ou le pays, que ses décisions produisent des effets mesurables. On juge un élu à ses actes, mais aussi à sa façon de se rendre disponible : organiser des débats dans les villages, répondre aux questions sur l'augmentation des prix, participer « humainement à des activités propres aux gens normaux ». La participation directe, dans ce registre, n'est pas seulement institutionnelle (référendums) ; elle est aussi relationnelle : présence sur le terrain, rendez-vous accessibles, explications régulières. C'est en ce sens que les maires de petites communes restent, malgré tout, les figures les plus créditées : ils incarnent encore ce « retour au réel » qui manque cruellement au sommet.

Une autre nuance : fermeté sécuritaire et recentrage sur la France à « redresser »

Une deuxième nuance, plus orientée idéologiquement, met au centre l'exigence d'ordre. Pour ces répondants, la transformation attendue est d'abord un redressement : « rétablir l'ordre et l'autorité de l'État », créer des places de prison, être plus sévère avec les délinquants, sanctionner tout refus d'obtempérer face à la police. La confiance dans les responsables politiques se jouerait là :

dans la capacité à affirmer la force de l'État, quitte à recourir à des solutions radicales (centres fermés pour mineurs, prisons éventuellement privatisées mais sous tutelle étatique) pour « reprendre la main » sur une société perçue comme livrée au chaos.

Dans cette vision, la question migratoire, la sécurité et le respect de la force publique sont intimement liés. On attend des gouvernants qu'ils « arrêtent de faire venir des étrangers » pour, pensent-ils, réduire mécaniquement délinquance, meurtres, trafic de drogue. On leur demande aussi de rehausser le statut symbolique des forces de l'ordre, de transformer en ligne rouge tout refus de contrôle, de répondre par des lois fermes à ce qui est lu comme une montée de la criminalité. La politique, ici, doit d'abord « redresser la France qui part en cacahuète » : ce langage brut dit l'urgence ressentie, mais aussi la centralité de la sécurité parmi les priorités.

Cette nuance ne contredit pas l'attente de moralisation, elle la déplace : l'exemplarité n'est pas seulement attendue des élus, mais de l'ensemble des institutions de l'État. Une justice perçue comme « pas assez sévère », qui « met dehors » des délinquants dangereux, est presque aussi disqualifiante qu'un ministre épinglé dans une affaire. Pour retrouver confiance, il faudrait voir le pouvoir redevenir ferme, non seulement envers ses propres membres, mais aussi envers ceux qui transgressent la loi. La demande d'égalité de traitement est, là encore, centrale : que les politiques, les juges, les « voyous » soient soumis à des règles lisibles, appliquées sans deux poids, deux mesures.

Au total, ce chapitre révèle que, derrière le rejet massif et la lassitude, les attentes de transformation sont d'une clarté implacable. Moralisation radicale de la vie publique, sanctions rapides et dures en cas de faute, fin des privilèges et du carriérisme, participation directe renforcée, proximité concrète des élus, fermeté assumée sur l'immigration et la sécurité : autant de lignes rouges adressées à des responsables politiques jugés, jusqu'ici, incapables de les entendre. Pour que la confiance revienne, il ne suffira pas de corriger quelques détails de communication ; il faudra toucher aux ressorts mêmes du pouvoir, c'est-à-dire à la manière dont il se protège, dont il écoute, et dont il assume les conséquences de ses actes.

Conclusion & Perspectives

Au terme de cette enquête, un constat s'impose : la crise de confiance envers les responsables politiques n'est ni un simple « ras-le-bol » conjoncturel, ni une humeur médiatique passagère. Elle touche aux fondations mêmes du lien démocratique. Le mot « politique » n'évoque plus d'abord la délibération ou le projet collectif, mais la rupture : rupture économique pour ceux qui travaillent sans parvenir à vivre, rupture morale face au sentiment d'un « tous pourris », rupture sociale avec un monde de responsables perçu comme radicalement extérieur à la vie ordinaire.

Cette triple cassure se traduit par des comportements : retrait des urnes ou participation « par devoir » mais sans illusion, désengagement vis-à-vis de l'actualité, glissement de la colère vers une lassitude froide. La parole politique, saturée de promesses sans lendemain et de scandales peu ou mal sanctionnés, perd sa valeur d'engagement. Dans ce paysage, les institutions nationales – Élysée, gouvernement, Parlement – cristallisent la méfiance, quand les mairies restent, sous conditions, les derniers lieux où l'on peut encore juger la politique « sur pièces ».

Pour autant, cette France de la défiance n'est pas une France sans exigences. Les attentes exprimées sont claires : exemplarité stricte et sanctions effectives pour les élus fautifs, fin des privilèges et du carriérisme, transparence des décisions et des budgets, dispositifs crédibles de participation et de contrôle citoyens, retour à des responsables visibles, joignables, capables de rendre compte dans le quotidien. À cela s'ajoute, pour une partie des répondants, une demande de fermeté accrue en matière de sécurité et d'immigration, lue comme condition du « redressement » du pays.

La suite se jouera précisément là : dans la capacité du système politique à prendre au sérieux cette parole citoyenne sans la caricaturer. Les enseignements de ce rapport ne valent pas qu'au présent ; ils dessinent une ligne de crête pour l'action publique. Soit la politique accepte de se transformer en profondeur – dans ses pratiques, ses protections, sa manière d'écouter et de décider – et peut espérer regagner, lentement, des fragments de confiance. Soit elle laisse s'installer durablement ce renoncement silencieux, au risque de voir la démocratie se vider de sa substance bien avant de perdre ses formes.